

APPEL

DE LA SOCIETE CIVILE AFRICAINE ACCREDITEE AUPRES DES NATIONS UNIES A GENEVE POUR UN CHANGEMENT DEMOCRATIQUE RADICAL EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

INTRODUCTION

Le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU a tenu sa 19^e session ordinaire au Palais des Nations, à Genève, du 27 février au 23 mars 2012.

Dans le cadre des travaux de cette session, le CIRAC et l'AIPD-GL, organisations internationales et panafricaines de défense des droits humains, dotées du statut consultatif auprès des Nations Unies, ont organisé, le 15 et 16 mars 2012, en partenariat avec l'IAFDH, deux importants panels sur la crise politique post-électorale et les violations massives des droits humains en République Démocratique du Congo.

Les deux panels ont bénéficié du parrainage solidaire de plusieurs organisations internationales et africaines des droits de l'homme accréditées auprès des Nations Unies et auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

Parmi les nombreux intervenants des deux panels, il convient de signaler la présence de quelques acteurs politiques congolais, dont Monsieur Alexis Mutanda NGOY MUANA, Président de la Commission Electorale Permanente de l'UDPS et Coordinateur Principal du Bureau Central de Campagne Electorale de l'UDPS, de Monsieur Laurent LOUIS, parlementaire fédéral belge et Président du Mouvement pour la Liberté et la Démocratie (MLD), de l'Abbé Jean-Pierre MBELU, prêtre de l'Archidiocèse de Kananga et membre du Groupe Epiphanie de Bruxelles, de Mme Liliane GRIMM, candidate aux élections législatives du 28 novembre 2012, de Me Patrick MULAMBA, avocat près la Cour d'Appel de Kinshasa, et de plusieurs représentants de la société civile internationale, africaine et congolaise.

L'appel ci-dessous est lancé par les organisations et associations réunies à Genève du 15 au 16 mars 2012 en marge de la 19^e session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, en vue d'informer et de mobiliser l'opinion congolaise, africaine et mondiale face à la persistance, en RDC, de la crise politique consécutive aux élections entachées de tricheries, de fraudes massives et de graves irrégularités.

Il est lancé aussi pour que soit mis un terme aux violations de plus en plus graves et massives des droits humains perpétrées dans un **contexte d'occupation et de balkanisation** de la République Démocratique du Congo par le Rwanda voisin, avec l'appui des puissances étrangères.

APPEL

Nous, représentants et membres des organisations et associations internationales, africaines et congolaises de la diaspora, réunis en marge de la 19^e session du Conseil des Droits de l'Homme à Genève, pour réfléchir sur les réponses appropriées à la crise post-électorale et aux violations de plus en plus graves des droits humains en République Démocratique du Congo ;

Choqués par :

- l'occupation du Congo-RDC par le Rwanda et le pillage de ses ressources naturelles par ce même pays et par d'autres pays de la communauté internationale qui le soutiennent, au mépris de toute considération de droit;
- le complot international visant à affaiblir durablement et à balkaniser la République Démocratique du Congo, pour en faciliter le contrôle et le pillage ;
- l'accueil glacial réservé par le gouvernement congolais au rapport Mapping du Haut Commissariat de l'ONU aux Droits de l'Homme sur les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit humanitaire international, commises en RDC entre 1993 et 2003, ainsi qu'au rapport final du Groupe d'experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC (23 novembre 2009) ;

Scandalisés par le silence et l'indignation sélective de la communauté internationale face au drame sans précédent que vit la République Démocratique du Congo depuis 1993, et qui a déjà fait plus de huit millions de morts;

Rappelant par ailleurs que ce drame constitue la plus grande hécatombe humaine et la plus grande tragédie humanitaire depuis la Deuxième Guerre Mondiale ;

Considérant le silence du pouvoir sortant face aux graves et innombrables violations des droits humains et **l'impunité** dont bénéficient les auteurs des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, notamment Laurent NKUNDABATWARE, Bosco NTAGANDA et Jules MUTEBUSI, comme

autant de preuves éclatantes de la **soumission du pouvoir de Kinshasa au Rwanda;**

Notant que le peuple congolais a clairement exprimé son rejet du pouvoir sortant lors du scrutin présidentiel du 28 novembre 2011, en élisant massivement M. Etienne TSHISEKEDI WA MULUMBA comme Président de la République, en dépit des tricheries et des fraudes massives du pouvoir sortant ;

Indignés par la déclaration fallacieuse et grossière du Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères belge, **Didier Reynders**, selon laquelle les fraudes massives du pouvoir sortant ne modifient en rien l'ordre d'arrivée des candidats à la présidence de la République en RDC ;

Notant par ailleurs que ces fraudes massives et les graves irrégularités qui ont entaché les dernières élections présidentielles et législatives ont été reconnues et dénoncées par plusieurs observateurs nationaux et internationaux, comme la Conférence Episcopale Nationale du Congo-RDC (CENCO) qui a déployé 32 000 observateurs sur toute l'étendue du territoire congolais, le Centre Carter et l'Union Européenne) ;

Notant enfin la détermination du pouvoir sortant à se maintenir au sommet de l'Etat par la violence et la terreur, au mépris de la volonté du peuple congolais, et à gouverner la RDC par défi ;

Rappelant les Déclarations de Bamako et de Montreux¹ dans lesquelles l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) affirme notamment que : *« Pour préserver la Démocratie, la Francophonie condamne les coups d'Etat et toute autre prise de pouvoir par la violence, les armes ou quelque autre moyen illégal »*, et que *« Le développement, la paix et la sécurité, et les droits de l'Homme sont inséparables et se renforcent mutuellement. La violence armée mine la paix et la sécurité et exerce un effet négatif sur le développement humain, social, politique et économique. Par conséquent, nous nous engageons à combattre, par les moyens diplomatiques et juridiques appropriés, la violence armée, qui porte atteinte à la sécurité, aux principes et valeurs découlant du plein respect des droits de l'Homme »* ;

Conscients de nos responsabilités devant l'Histoire et soucieux de chercher les voies de sortie susceptibles de déboucher sur une résolution efficiente et pérenne de la crise institutionnelle ainsi créée, afin de permettre à l'appareil de l'Etat de fonctionner normalement ;

¹ OIF - Déclaration de Bamako : novembre 2000 / Déclaration de Montreux : octobre 2010

Après avoir procédé, pendant deux jours, à une analyse rigoureuse et sans parti-pris de la situation sous examen afin de dégager des propositions concrètes à mettre en œuvre à court, moyen et long terme ;

Restant ouverts aux apports et expressions de volonté d'adhésion de toutes les organisations et associations congolaises œuvrant dans le même esprit et partageant la même vision concernant **la nécessité et l'urgence d'un changement démocratique radical en République Démocratique du Congo**;

Avons décidé de créer une **Centrale de réflexion, de planification et d'action**, qui prend en compte toutes les initiatives et contributions antérieures, pour concrétiser le contenu effectif de cette démarche ;

Et lançons un appel:

- *à la société civile congolaise, africaine et internationale*, pour qu'elle poursuive et intensifie sa mobilisation multiforme à l'échelle mondiale, en vue de et jusqu'à la libération totale de la RDC des **forces d'occupation** qui ont pris en otage l'appareil de l'Etat et les ressources naturelles de la République Démocratique du Congo ;
- *aux amis du peuple congolais*, pour qu'ils maintiennent la pression sur les partenaires de la RDC et sur les instances internationales de décision susceptibles d'infléchir le cours tragique actuel des événements dans ce pays et de **faire échec au projet de balkanisation de la RDC**.

Fait à Genève, le 16 mars 2012

Organisations et associations signataires de l'Appel

- Action Internationale pour la Paix et le Développement dans la région des Grands Lacs (AIPD-GL)
- Afroindigena
- Centre Indépendant de Recherche et d'Initiative pour le Dialogue (CIRID)
- Comité International pour le Respect et l'Application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CIRAC)
- Commission Africaine des Promoteurs de la Santé et des Droits de l'Homme (CAPSDH)

- Coordination des ONG Africaines des Droits de l'homme et du Développement (CONGAF)
- Diaspora Africaine pour la Société de l'Information (DAPSI)
- Espace Afrique International
- FORCE & PAC
- Groupe Epiphanie
- Institut Africain de Formation en Droits Humains (IAFDH)
- International Association of Peace Messenger Cities (IAPMC)
- Tchad - Agir pour l'Environnement (TCHAPE)

Pour toute information complémentaire, écrire à :

Jean-Pierre MBELU

Email: jpmbelu@yahoo.fr

CIRAC

Email: icraccirac@yahoo.fr